



Chers parents,

Une grève est annoncée dans l'enseignement ce mardi 26 novembre et nous tenions à vous expliquer le pourquoi de cette action.

Le gouvernement MR/Engagés au pouvoir à la Communauté Française prend des décisions que nous ne pouvons accepter, tant sur la forme que sur le fond.

Sur la forme, tout d'abord, la ministre fait passer des décisions sans une vraie concertation des partenaires, comme les fédérations de Pouvoirs organisateurs, les associations de parents ou les organisations syndicales. C'est un véritable déni du débat démocratique où les acteurs de terrain peuvent pourtant apporter leur expertise.

Sur le fond, ensuite, le gouvernement attaque de toutes parts l'enseignement afin de faire des économies. Oui, l'école a un coût ! Ce coût c'est celui de l'épanouissement de vos enfants et vos adolescents. C'est aussi celui de l'avenir de notre société car nous formons les adultes de demain, un avenir où chacun a sa place. Dualiser encore plus la société en utilisant l'école pour y arriver n'est pas acceptable pour les enseignants. « Revaloriser l'enseignement qualifiant » en supprimant les emplois des enseignants, voici le double langage du gouvernement.

Une école n'est pas une entreprise, car dans ce cas, vos enfants seraient la marchandise ! C'est intolérable pour nous ! Les enseignants et les élèves sont dans le même bateau. Si nous nous battons pour nos conditions de travail, c'est parce qu'elles sont aussi les conditions d'apprentissage de vos enfants.

Nous ne pouvons accepter que l'on rabote les budgets. Le gouvernement prévoit actuellement de faire les premières coupes drastiques dans les budgets du secondaire et cela impactera tous les autres niveaux d'enseignement.

De plus nous ne pouvons tolérer que la compétence pédagogique de notre métier soit niée pour permettre à chacun de s'improviser professeur, alors que c'est un métier qui nécessite des études et une vraie expertise de la gestion d'une classe et de la pédagogie.

Accepteriez-vous des classes surpeuplées pour vos enfants, avec des professeurs sans formation spécifique, tellement surchargés par les contraintes administratives qu'ils n'ont plus le temps de se consacrer pleinement à leurs élèves ? Nous pensons que non et c'est pour cela que nous sommes convaincus que vous comprendrez notre action.

Cordialement,

Les délégations syndicales du SEL, de l'APPEL et de la CSC-Enseignement